

# Les enseignants ne comprennent pas

Omicron ou pas, la reprise scolaire aura bien lieu le 3 janvier comme prévu. Jean Castex puis Jean-Michel Blanquer l'ont confirmé au grand dam des syndicats d'enseignants qui redoutent le pire...

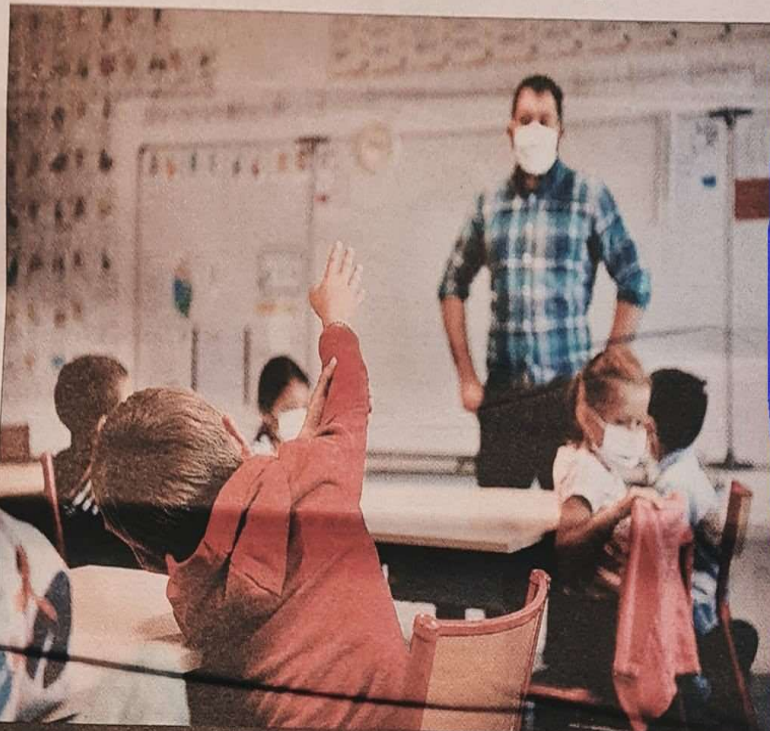
Jérôme Pilleyre

Lundi soir, le Premier ministre Jean Castex a fait court sur la rentrée des classes, assurant simplement que celle-ci aurait lieu le 3 janvier et que les établissements scolaires ne fermeraient « qu'en dernier recours ».

Le lendemain, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer s'est donc efforcé de donner des gages à des syndicats d'enseignants qui ont fait leur, pour les avoir déjà vécues avant les vacances, les craintes de professionnels de santé qui invitent à plus de prudence.

« La reprise, déplore Guislaine David, cosecrétaire générale et porte-parole du Snuipp Fsu, le premier syndicat du premier degré, ne s'effectuera pas dans des conditions sereines au regard des mesures actuelles qui laissent les écoles grandes ouvertes au nouveau virus pourtant réputé plus contagieux. Les tests ? C'était déjà compliqué avant les vacances pour les parents. Après, avec l'afflux attendu, ce sera quasi impossible. Comment, par ailleurs, refuser un enfant sans s'il vient à l'école non accompagné ? »

« Personne, poursuit-elle, n'est pour la fermeture des écoles si la protection des enfants et des personnels est assurée. Or, elle ne l'est pas quand on fournit aux enseignants des masques en tissu inefficaces ou quand les capteurs de CO2 font toujours largement défaut. Le problème est aussi humain. Les effectifs sont insuffi-



NOUVEAU PROTOCOLE SANITAIRE. S'il y a un cas positif dans une classe, deux tests négatifs réalisés à plusieurs jours d'intervalle pourraient être exigés pour les autres enfants. PHOTO STÉPHANIE PARA

sants pour assurer ne serait-ce que les remplacements... Demander aux jeunes retraités de reprendre du service, on le sait, ne marche pas, qui plus est dans les conditions actuelles... Les effets d'annonces du ministre n'éviteront pas, chiffre du Conseil scientifique, qu'un tiers des enseignants sera touché par le Covid d'ici deux à trois semaines. »

## Paradoxe

« Lundi, soupire Thierry Pajot, secrétaire général du Syndicat des Directrices et Directeurs d'École,

le #S2DÉ, la rentrée sera normale, mais le lendemain avec les premiers cas signalés ? Les tests étaient une demande, de notre part notamment, mais avec sept jours entre les deux comme pour les adultes. Lourde tâche pour les 45.000 directeurs que celle d'assurer l'après-vente de cette rentrée à risques alors que 300.000 enfants, avant les vacances, avaient déjà été testés positifs. »

« On est face à un paradoxe, abonde Laurent Hoefman, président du syndicat national des écoles. Alors que la situation s'ag-

grave dans les établissements scolaires, on allège le protocole sanitaire ou tout comme ! Il y avait déjà des absences parmi les élèves et les personnels. Qu'en sera-t-il quand la vague Omicron atteindra, d'ici quinze jours, son pic ? La quasi-totalité des syndicats avaient adressé, pour l'alerter sur la situation une semaine avant les vacances, un courrier au ministre. Pas de réponse. Accueillir tous les élèves ne va pourtant bientôt plus être possible. Pourquoi ne pas avoir attendu une semaine de plus pour juger

de la situation pandémique ? Ce n'est pas quatre jours en distanciel qui vont bouleverser la scolarité des élèves. D'une part, depuis mars 2020, les plans de continuité pédagogique ont été affinés. D'autre part, selon le ministère, les élèves ont depuis rattrapé leur retard. Mais, parallèlement, ce même ministère suscite une anxiété grandissante au sein des familles en associant fortement décrochage scolaire et absence physique à l'école. »

## Épuisement

« Le mensonge d'État continue, s'irrite Nicolas Glière, administrateur et porte-parole des Stylos Rouges. On fait comme si un bouclier Blanquer protégeait les établissements scolaires du Covid. Pas de Covid à l'école : c'est le discours que les parents ont envie d'entendre, mais celui-ci n'est pas conforme à la réalité. Les écoles et collèges sont de véritables clusters. Ce déni ministériel est d'autant plus grave que les élèves et les personnels, dont 880.000 enseignants, en paient déjà le prix. Les demi-groupes par classe s'imposent au regard de la situation sanitaire. Nous envisageons de faire valoir notre droit de retrait ou même de faire grève. »

« Les enfants apprennent mieux à l'école, plaide Carla Dugault, coprésidente de la FCPE. Les parents sont épuisés comme les autres acteurs éducatifs par une situation scolaire éprouvante. Car les moyens nécessaires ne sont toujours pas là. Les masques ne sont pas gratuits. Les systèmes d'aération sont peu ou pas installés. L'embauche massive des enseignants se fait attendre. Bref, si la reprise rassure sur le plan éducatif, elle inquiète sur le plan sanitaire... » ■

## « Avec ces mesurette, c'est "open bar" pour les contaminations ! »

Professeur émérite d'infectiologie, ancien chef du service des maladies infectieuses au CHU de Grenoble, Jean-Paul Stahl porte un regard critique sur les annonces faites lundi soir par l'exécutif.

■ **Un temps envisagés, ni le report de la rentrée scolaire, ni l'instauration d'un couvre-feu le 31 décembre n'ont finalement été retenus. Le regrettez-vous ?** Pour ce qui est du maintien de la rentrée scolaire, je n'en sais trop rien. C'est un point qui se discute plutôt avec les pédiatres. Concernant la Saint-Sylvestre, c'est une évidence. Il a été dit que l'on pouvait aller jusqu'à 2.000 personnes en intérieur. En gros, avec ces mesu-

rettes, c'est "open bar" pour tous les regroupements et donc pour les contaminations ! Il aurait fallu restreindre les réunions au seul cercle familial ou à un nombre très limité d'amis. Là, chacun pourra faire ce qu'il veut. Les annonces ont été assorties de l'habituel appel au bon sens et à la responsabilité collective, mais on sait que ça ne fonctionne pas.

■ **Vous ne croyez pas à la capacité des Français à s'autodiscipliner ?** Certains le font. Mais quand on voit ce qui se passe dans les magasins ou dans la rue, où le masque sous le nez est devenu une sorte de sport national, je ne me fais aucune illusion...

■ **L'interdiction de la consommation d'aliments ou de boissons dans les cinémas ou les transports, l'impossibilité de rester debout dans les cafés, ne suffiront pas selon vous à ralentir la diffusion du virus ?** Tout ça, c'est peanuts ! Le virus s'en fiche de savoir si vous consommez debout, assis ou les pieds en l'air. Il circule, et c'est tout. Très clairement, dans le débat tout à fait légitime entre la santé et l'économie, c'est la seconde qui a gagné. Je ne soupçonne personne au ministère de la Santé d'être obscurantiste à ce point. Les mécanismes de contaminations, ils les connaissent parfaitement. S'ils n'ont pas réussi à

faire passer des mesures dont tout le monde sait qu'elles sont techniquement efficaces, voire indispensables, c'est que d'autres ont réussi à imposer leurs arguments. Vu de l'extérieur, cela me semble évident.

■ **Justement, quelles dispositions pourraient à votre sens avoir un réel impact sanitaire ?** Toutes les mesures qui limitent le contact entre les personnes sont bonnes : couvre-feu, port du masque permanent, surtout dans les endroits clos, etc. Le virus se transmet d'un individu porteur à un individu récepteur. Il faut donc couper le contact entre les deux, c'est tout.

■ **Comment voyez-vous les semaines à venir ?** Mal, forcément. Olivier Véran lui-même ne se fait aucune illusion, puisqu'il parle de 250.000 contaminations par jour en janvier. Mécaniquement, en bout de chaîne, il va y avoir des dégâts humains. Je ne nie absolument pas la complexité de l'équation. Le gouvernement est confronté à un exercice d'équilibre très délicat. Je fais simplement le constat que face à l'économie, la santé a perdu la partie. Si j'étais restaurateur, je serais content. Mais en tant que médecin, ces arbitrages me laissent amer. ■

Propos recueillis par Stéphane Barnoin